

La crise énergétique américaine : une analyse de l'industriel énergétique américaine et la balance des paiements

Robert G. Sheitoyan

Volume 5, numéro 3, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700459ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700459ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Sheitoyan, R. G. (1974). La crise énergétique américaine : une analyse de l'industriel énergétique américaine et la balance des paiements. *Études internationales*, 5(3), 542-553. <https://doi.org/10.7202/700459ar>

NOTE

LA CRISE ÉNERGÉTIQUE AMÉRICAINE : UNE ANALYSE DE L'INDUSTRIE ÉNERGÉTIQUE AMÉRICAINE ET LA BALANCE DES PAIEMENTS

Robert G. SHEITOYAN *

I – LES PROBLÈMES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Dans l'industrie pétrolière, l'exploration, qui, d'ailleurs, peut fort bien s'avérer infructueuse ou improductive dans une région donnée, comme en Australie, par exemple, constitue un des coûts essentiels dans toute l'entreprise de prospection et de découverte de pétrole que mène une société : le pétrole, que l'on découvre dans une région (le Venezuela), est raffiné dans une autre (Curaçao), mène à la production de plastiques dans un troisième pays (l'Allemagne) et à la vente dans un quatrième (Nigeria). Comme on peut le voir, il est malaisé d'imputer le coût d'investissement et les revenus subséquents à la balance des paiements d'un pays donné. Il est, à toute fin pratique, impossible d'arriver à une répartition précise des transactions par région, en raison de la dimension et de la diversité des opérations des entités économiques de base ; quant à la classification ultime des produits industriels, elle est passablement obscurcie par les problèmes de coûts partagés¹. Ce sont là certains des problèmes auxquels on s'adressera dans cette étude. Cependant, pour éviter de se perdre dans les détails, on a choisi comme point de départ les balances commerciales énergétiques et les prévisions par pays de la balance des paiements de l'énergie, établies dans un rapport publié en 1968 par la *Chase Manhattan Bank*².

II – QUELQUES PRÉVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ÉNERGÉTIQUES

Depuis 1968 et spécialement depuis les deux dernières années, divers organismes ont effectué des études ou émis des opinions circonstanciées sur le volume considérable des importations de pétrole et de gaz par les États-Unis et sur le déficit prévisible de la balance commerciale énergétique et de la balance des paiements de ce pays.

Dans cette note, nous voudrions présenter ces prévisions dans leur perspective chronologique.

* *Professeur adjoint, Université du Québec à Trois-Rivières (en congé d'études à l'Université de Syracuse, New York).*

1. The Conference Board, *U.S. Production Abroad and the Balance of Payments* ; une étude de Judd POLK, Irene MEISTER et Lawrence VEIT.
2. CHASE MANHATTAN BANK, *Balance of Payments of the Petroleum Industry* ; une étude fondée sur une enquête auprès de 29 sociétés pétrolières, 1968. (Cette étude n'a pas été revue ou mise à jour depuis 1968.)

En 1968, la *Chase Manhattan Bank* prédisait pour 1975 un surplus à la balance des paiements de l'ordre \$640 millions pour les 29 sociétés pétrolières aux États-Unis³. En octobre 1971, Robert Mead, président de l'*Independent Petroleum Association of America*, déclarait :

En supposant que les exigences annuelles des pays hôtes (OPEP), après 1975, ne s'élèveront qu'à la moitié de celles auxquelles se sont rendues les sociétés d'exploitation jusqu'en 1975, les coûts établis pour les États-Unis en 1980, à raison de 3,9 milliards de barils de pétrole importés par an (estimés du *National Petroleum Council* pour les importations de pétrole si les politiques gouvernementales actuelles restent les mêmes), entraîneraient un déficit d'environ \$13 milliards dans notre balance des paiements⁴.

Dans l'étude de M. Mead, les importations pétrolières annuelles des États-Unis s'élèveraient à 9 millions de barils par jour, soit 3,3 milliards de barils par an. Cependant, comme les prix affichés de pétrole ont plus que doublé au cours des quelque derniers mois, les prévisions de M. Mead devraient être portées à environ \$20 milliards.

Le *National Petroleum Council* prévoyait des importations de 3 750 milliards de pieds cubes de gaz naturel en 1980, principalement sous la forme de gaz naturel liquéfié. Ce volume ajouterait \$3,75 milliards au déficit de la balance des paiements américaine. On estime ici qu'en 1980, les importations de gaz s'élèveront à 20 milliards de pieds cubes par jour, soit 7 200 milliards de pieds cubes par an. Il s'ensuit que les prévisions déficitaires pour le gaz naturel importé ont été considérablement sous-estimées. En mars 1972, Carl E. Bagge, de la *National Coal Association*, déclarait :

Si l'on se fonde sur les projections récentes de l'offre et de la demande de gaz, il n'est pas exagéré de dire que le déficit commercial pour le gaz seul, peut atteindre, d'ici à 1985, \$20 milliards par an⁵.

En juin 1972, la direction de l'économie de l'énergie de la *Chase Manhattan Bank* prédisait un déficit commercial pour 1985, au chapitre du pétrole et du gaz, qui dépasserait \$30 milliards. Pour le pétrole seul, on évaluait à \$25 milliards le déficit annuel de la balance des paiements⁶. Dans un ouvrage publié en 1972, Lawrence Rocks et Richard P. Runyon écrivaient :

En 1985, la facture minimum de nos importations essentielles d'environ 13 000 milliards de pieds cubes de gaz et 6 milliards de barils de pétrole s'élèvera à \$19 milliards par an⁷.

En février 1973, John McLean déclarait que le déficit commercial attribuable au pétrole et au gaz au début des années 1960 pourrait dépasser \$20 milliards⁸.

3. *IBID.*

4. Robert MEAD, texte présenté au « Symposium on Energy Policy and National Goals », devant le *Committee on Interior and Insular Affairs, U.S. Senate*, 20 octobre 1971.

5. Déposition de Carl E. BAGGE, *Hearings before the Committee on Interior and Insular Affairs, U.S. Senate*, février-mars 1972.

6. CHASE MANHATTAN BANK, *Outlook for Energy in the United States by 1985*, juin 1972.

7. Lawrence ROCKS et Richard P. RUNYON, *The Energy Crisis*, Crown Publisher, New York, 1972.

8. John G. McLEAN, House Ways and Means Committee.

9. William SPENCER, House Ways and Means Committee, mars 1973.

En mars 1973, William I. Spencer, de la *First National City Bank*, affirmait que notre facture de pétrole importé passerait probablement à \$20 milliards d'ici à 1980⁹. En juillet 1973, la *Federal Reserve Bank* de Dallas écrivait dans sa lettre mensuelle :

Avec la hausse certaine, à court terme, tant du volume des importations que du prix du pétrole brut, on peut s'attendre à une hausse substantielle du coût des importations de pétrole. On a calculé que même dans les meilleures conditions, les déboursés nets des États-Unis pour les combustibles importés seraient de \$9,5 milliards en 1975. Au pire de cette année-là, les paiements pourraient s'élever à \$13,2 milliards¹⁰.

Cette prévision de la *Federal Reserve Bank* de Dallas venait juste avant les hausses fabuleuses des prix affichés dont on a été témoin au cours des deux derniers mois.

On trouvera au tableau général III un résumé des prévisions relatives à la balance commerciale énergétique et à la balance des paiements de l'énergie pour 1970, 1980 et 1985, établies à partir de certaines hypothèses. Les ressources énergétiques prises en considération comprennent le pétrole brut, le pétrole raffiné, le charbon, l'uranium, les pétrochimiques et les produits dérivés du pétrole.

La balance des paiements de l'énergie a enregistré un déficit de \$1,1 milliard en 1971 ; il passerait à \$16,9 milliards en 1975 et irait ensuite en décroissant à \$13,7 milliards en 1980 et à \$4,2 milliards en 1985.

III – CONCLUSIONS GÉNÉRALES

On peut tirer quelques conclusions de ce relevé¹¹ :

- le déficit énergétique des États-Unis durera probablement jusqu'en 1985 et possiblement au-delà de cette date ;
- le déficit de la balance des paiements américaine au chapitre de l'énergie connaîtra une hausse considérable, de \$1,1 milliard en 1971 à plus de \$16 milliards en 1975. Cependant, après 1975, ce déficit diminuera progressivement pour atteindre un peu plus de \$4 milliards en 1985. Même si les chiffres de l'industrie pétrolière sont sous-estimés et qu'en conséquence, le volume des importations est surestimé, le déficit net de la balance des paiements, fût-il uniquement de 50% par rapport aux prévisions rapportées ici, reste d'une ampleur considérable pour les États-Unis. L'importance des déficits futurs de la balance commerciale énergétique et de la balance des paiements de l'énergie constitue manifestement l'une des raisons qui a présidé au choix de M. William Simon à la tête du Département du Trésor.

10. « Growing Needs for Oil Imports Puts Pressure on Balance of Payments », *Federal Reserve Bank of Dallas Review*, juillet 1973.

11. Comme les données de base de cette étude sont tirées du rapport de juin 1972 de la *Chase Manhattan*, qui elle-même a obtenu la plupart de ses informations des sociétés pétrolières, il est fort possible que les réserves de pétrole et de gaz aux États-Unis aient été délibérément sous-estimées. Les économistes de la *Chase Manhattan* auraient alors exagéré les volumes d'importation d'énergie nécessaire pour ce pays. Malheureusement, il n'existe pas d'organisme indépendant américain qui recueille ces données. Le gouvernement américain dépend entièrement de l'industrie pétrolière pour ses données énergétiques.

Le tableau suivant indique les réserves estimées de pétrole brut dans le monde libre.

TABLEAU I

*Estimés des réserves vérifiées de pétrole brut
dans le monde libre en 1972*¹²

Hémisphère occidental	
États-Unis	7,1% (y compris les découvertes de l'Alaska)
Autres	7,5%
Moyen-Orient et Afrique	79,8%
Tous les autres pays du monde libre	5,6%
	100 %

Compte tenu des réserves et du degré de dépendance des pays industrialisés à l'égard des vastes ressources pétrolières dans le golfe Persique, on peut conclure que le Moyen-Orient est appelé à devenir un centre monétaire de première importance. Le tableau suivant indique la dépendance relative des principaux pays en ce qui concerne le pétrole.

TABLEAU II

*État de dépendance à l'égard du pétrole
des principaux pays*¹³

	1972	1980	1985
États-Unis	46%	35%	34%
Europe de l'Ouest	60%	50%	40%
Japon	75%	65%	50%
Bloc soviétique exportateur		5%	10%

Certains économistes prédisent déjà des revenus excessifs pour les pays du Moyen-Orient et la Libye. Houthakker et Kennedy ont estimé que les revenus d'exportation des pays du golfe Persique varieront de \$23,6 à \$27,3 milliards en 1980 (exprimés en dollars de 1972)¹⁴. Le consultant en matière de pétrole, M. Walter J. Levy, estime qu'en partant de chiffres « conservateurs » pour les hausses des prix du pétrole, les producteurs du Moyen-Orient et la Libye récolteront \$80 milliards par an en 1980.

12. AMERICAN PETROLEUM INSTITUTE, *Oil and Gas Journal*, World Wide Oil issues.

13. Les données de 1972 pour les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Japon sont tirées du discours du président Nixon sur l'énergie, le 18 avril 1973. Les données de 1972 sur le bloc communiste proviennent du *Economist Intelligence Unit*, Q.E.R. Special n° 14 - « Soviet Oil to 1980 ». Les estimés pour 1980 et 1985 sont les nôtres.

14. H.S. HOUTHAKKER et Michael KENNEDY, *A Medium Term World Oil Model: A Preliminary Result*, 16 novembre 1973.

M. Levy pense que ce chiffre peut atteindre \$115 milliards si l'on se fonde sur une prévision plus réaliste des hausses de prix¹⁵. Ce dernier calcul peut sembler un peu excessif. Cependant, le simple fait que de tels chiffres soient publiés pousse des législateurs complaisants à favoriser la production intérieure d'énergie. Par exemple, le Sénat a voté récemment à 82 contre 0 en faveur d'un programme massif de recherche et de développement, étalé sur dix ans et destiné à rendre les États-Unis autosuffisants en matière d'énergie. La loi permettra de dépenser \$20 milliards dans cette entreprise, qui déborde à peine sur le développement indépendant de l'énergie nucléaire¹⁶.

En partant à nouveau de chiffres très conservateurs, il est pratiquement certain que, d'ici à 1985, les pays du Moyen-Orient et la Libye auront des réserves accumulées de l'ordre de \$100 milliards. Nous pouvons même être témoins de l'avènement au Moyen-Orient, dès 1985, d'une troisième place forte monétaire dans le système international, après New York et Londres.

Cependant, les grandes réserves monétaires dont disposeront ces pays ne constitueront pas la seule réalité à laquelle les pays occidentaux devront faire face. Au cours des derniers mois, on a pu constater dans le monde des phénomènes qui semblent appeler des temps nouveaux. Les États-Unis devront renoncer à de vieux mythes ou illusions tels que :

- la crise de l'énergie n'est qu'une urgence temporaire ;
- les États-Unis ont des réserves qui leur permettront toujours de se tirer d'affaires ;
- la politique américaine à l'égard de l'épuisement des ressources pétrolières et les stimulants fiscaux sont bons ;
- les États-Unis ont les ressources nécessaires pour réaliser des miracles technologiques sur demande ;
- des mesures de conservation radicales et obligatoires ne sont pas nécessaires ;
- les producteurs de pétrole arabes sont incapables de s'unir pour utiliser l'arme du pétrole ;
- les Arabes ont trop besoin d'argent pour oser imposer un embargo pétrolier ;
- l'industrie pétrolière internationale est trop complexe pour réaliser un embargo ;
- les États-Unis n'importent que 5 à 10% de leur pétrole des pays arabes ;
- les alliés européens sont fidèles aux États-Unis. L'OTAN est essentiel tant pour les États-Unis que pour l'Europe ;
- les États-Unis peuvent compter sur le Canada ;
- le Marché commun est uni ;
- il n'y a pas de limites à la croissance économique.

On pourrait continuer cette liste à l'infini. Il n'en demeure pas moins, selon nous, que la pénurie d'énergie sera, à long terme, bénéfique pour les États-Unis et les autres pays développés. La pénurie d'énergie forcera les États-Unis à se dédier à l'objectif de l'autosuffisance. Qu'ils y parviennent ou non est moins important.

16. Harold M. SCHMECK, Jr., « Senate Approves \$20 Billion Fund To Seek Energy », *New York Times*, 8 décembre 1973.

15. Leonard SILK, « Political Aspects of World Oil Crisis », *New York Times*, 14 novembre 1973.

IV – DIFFÉRENTS SCÉNARIOS DE LA CRISE DE L'ÉNERGIE

Au cours de l'année qui s'est écoulée, on a pu dégager un certain nombre de données qui permettent d'esquisser trois scénarios de la crise de l'énergie. Le premier scénario (tableau IV) est celui de l'industrie énergétique. Il s'agit essentiellement d'un schéma d'avant la guerre du Moyen-Orient. Le deuxième est surtout un scénario européen (tableau V). Enfin, le troisième est une expansion du scénario européen (tableau VI).

TABLEAU III

L'industrie de l'énergie des États-Unis et la balance des paiements de l'énergie (en millions de dollars)

<i>Exportations</i>				
	1971	1975	1980	1985
Pétrole brut et produits raffinés	\$1 200	—	—	—
Exportations de pétrochimiques	1 400	200	—	—
Tous les autres dérivés du pétrole	1 000	200	200	200
Exportations de charbon ¹	1 000	1 500	3 000	5 000
Total des exportations (f.à.b.)	\$4 600	\$ 1 900	\$ 3 200	\$ 5 200
<i>Importations</i>				
Uranium	—	—	(192)	(880)
Pétrole brut	(3 700)	(9 400)	(8 780)	(6 268)
Produits pétroliers raffinés	(2 700)	(12 231)	(11 406)	(8 147)
Pétrochimiques et autres importations	(45)	(200)	(600)	(1 200)
Importations nettes de gaz, y compris le GNL	(1 000)	(2 190)	(5 110)	(6 880)
Total des importations (f.à.b.)	(\$7 445)	(\$24 021)	(\$26 088)	(\$23 375)
Balance commerciale énergétique	(\$2 845)	(\$22 121)	(\$22 888)	(\$18 175)
Services rattachés aux importations				
de gaz et de pétrole	282	500	1 000	2 000
Capital étranger, y compris les dividendes réinvestis ²	(2 450)	(2 110)	(3 180)	(4 450)
Total des dividendes étrangers³	3 856	9 600	15 150	20 070
Sortie additionnelle de dollars américains – participation étrangère aux coûts de l'énergie	—	(2 750)	(3 818)	(3 636)
Balance des paiements de l'énergie	(\$1 157)	(\$16 881)	(\$13 736)	(\$ 4 191)

1. Les estimations pour 1971 ont été données récemment à un programme de nouvelles télévisées. Les estimations pour 1980 sont tirées de la publication *Petroleum Tax Policy and Energy Gap*, de l'*American Petroleum Institute*, 1973. Les prévisions pour 1985 sont les nôtres.

2. On part de l'hypothèse que la participation est payée à partir des dollars gagnés par la vente de pétrole à l'Europe et au Japon.

3. Par l'inclusion des dividendes réinvestis tant dans la rubrique « capital étranger » que dans celle du total des dividendes étrangers, on arrive à un estimé statistiquement exact des prévisions, étant donné que l'intérêt en cours, les dividendes et les gains des filiales sont sujets à variations d'année en année.

Les hypothèses sur lesquelles on s'est fondé pour établir la balance des paiements de l'énergie sont les suivantes :

A – Exportations

- En 1975, fin des exportations de pétrole brut ou de produits raffinés à cause de la hausse de la demande intérieure et de la diminution de l'offre.
- Les exportations de pétrochimiques diminuent en 1975 pour disparaître dès 1980.
- Les autres dérivés du pétrole, comme les plastiques, diminuent également à partir de 1975. Le volume en sera minime en 1980 et 1985.
- Les exportations de charbon devraient augmenter en 1975 et doubler dès 1980 à mesure que la demande mondiale augmentera. C'est une prévision optimiste ; en fait, les exportations prévues pourraient décroître en raison d'une hausse des programmes de conversion industrielle au charbon.

B – Importations

- Les importations d'uranium en 1980 sont évaluées à 6,4 mille tonnes, à \$15 la livre. En 1985, il faudra en importer environ 22,5 mille tonnes à un prix évalué à \$20 la livre.
- Les importations de pétrole brut sont évaluées à \$8.59 le baril en 1975, à \$11.45 en 1980 et à \$14.31 en 1985 (taxes, royautés et coûts de production).
- Les importations de pétrochimiques et de dérivés comme le plastique devraient normalement augmenter de façon considérable jusqu'en 1985.
- On évalue le coût moyen du gaz naturel (y compris le GNL) à \$0.50 le pied cubique en 1975, \$1.00 en 1980 et \$1.30 en 1985.

C – Services rattachés au pétrole et au gaz

- La croissance des frais de gestion, de consultants, des salaires payés aux travailleurs américains à l'étranger, des frais de brevet et de permis compensera le déficit net des frais de transport et d'expédition maritime.
- Les dépenses d'investissement à l'étranger sont calculées sur la base d'une augmentation moyenne de 7% des dépenses de capital de 1969 à 1971 et projetées à ce taux jusqu'en 1985.
- La dépense nette de capital pour la période 1970-1980 (ou l'accroissement net de la valeur comptable) est d'approximativement \$50 000 millions. Cela se compare avec une dépense brute de capital d'environ \$100 000 millions pour la même période. Le rapport de la *Chase Manhattan Bank* de juin 1972 avait prévu des dépenses brutes de capital, pour la même période, de l'ordre de \$240 000 millions.
- Le capital étranger et les dividendes réinvestis pour les années 1975, 1980 et 1985 sont calculés à 7% de la valeur comptable en fin d'année.
- Les revenus globaux pour les mêmes années se fondent sur le rendement estimé en rapport à la valeur comptable à la fin de l'année 1972 et sont projetés en conséquence ; on prend alors en considération l'accroissement annuel de la valeur comptable de 7% et les profits croissants des sociétés pétrolières, compte tenu de la hausse des prix affichés.

– La sortie additionnelle de capitaux quant à la participation étrangère est évaluée à partir de l'exploitation du pétrole brut. C'est une hypothèse assez conservatrice parce que d'autres pays, l'Italie par exemple, tiennent compte d'une nationalisation éventuelle des opérations de raffinage sous contrôle étranger. On estime que le pourcentage de participation des pays de l'OPEP et d'autres pays exportateurs de pétrole sera de 40% en 1975, passera à 60% en 1980 et à 80% en 1985. Ces pourcentages de participation sont conservateurs si l'on en juge par les événements de ces derniers mois ¹⁷.

TABLEAU IV

*Le scénario de l'industrie énergétique
La crise de l'énergie (avant la guerre du Moyen-Orient de 1973)*

1. L'industrie énergétique américaine

- La pénurie d'énergie dans ce pays découle d'une diminution des réserves, des contraintes de l'environnement et d'autres raisons.
- L'industrie recommande certains changements tels qu'une hausse des allocations d'épuisement, des dégrèvements fiscaux, des baux d'exploitation au large des côtes, l'approbation immédiate de l'oléoduc de l'Alaska, etc., dans le but d'accroître les ressources internes.
- Sinon, les États-Unis continueront d'importer de grandes quantités de pétrole et devront faire face à l'avenir à d'immenses déficits de la balance des paiements.
- L'industrie commence ensuite sa campagne discrète de « terreur » énergétique.
- Les économistes, les banquiers et les universitaires prédisent des déficits annuels de l'ordre de \$20 à \$30 milliards d'ici à 1985 – en partant de prix constants pour le pétrole et le gaz importés.
- Peter Peterson indique au Président que dès 1980, les surplus des pays arabes atteindront entre \$100 et \$300 milliards.
- La *Chase Manhattan Bank* prédit que les pays arabes auront accumulé d'ici à 1982 environ \$250 milliards.
- Les \$300 milliards de pétrodollars équivalent à six fois la valeur sur le marché de toutes les actions enregistrées en 1972 à la bourse du *American Stock Exchange*.

2. Le gouvernement des États-Unis (l'Administration)

- Une dépendance à l'endroit des approvisionnements étrangers, particulièrement du pétrole arabe, est dangereuse pour la sécurité de la Nation.
- Le Moyen-Orient est une région explosive.
- Le Trésor américain éprouve de grandes difficultés à renverser le courant d'un dollar en porte-à-faux.

17. Pour d'autres informations ou détails, voir les articles suivants : « The Energy Illusions », *New York Times*, 21 novembre 1973 ; Ray VICKER et Stewart L. UDALL, « An Arab Oil Squeeze That Works », *Wall Street Journal*, 6 novembre 1973 ; Leonard SILK, « The Oil Weapon », *New York Times*, 6 novembre 1973 ; Irving KRISTOL, « NATO : The End of an Era », *Wall Street Journal*, 18 novembre 1973 ; Clyde H. FARNSWORTH, « Oil Issue Clouds Goals of Markets », *New York Times*, 20 novembre 1973 ; Cecil V. CRABB, Jr., « The Energy Crisis, the Middle-East and American Foreign Policy », *World Affairs*, été 1973.

- Au cours des dernières années, le gouvernement américain a tenté plusieurs expériences pour corriger le déficit de la balance des paiements :
 - deux dévaluations depuis 1971 ;
 - réduction des investissements américains à l'étranger ;
 - création du *DISC* pour augmenter les exportations américaines ;
 - tentative de réduire l'aide extérieure liée ;
 - protection tarifère (surcharge de 10%) ;
 - réduction du déficit de la balance touristique ;
 - pressions à l'endroit des pays bénéficiant d'un surplus pour qu'ils ajustent leurs parités (Allemagne et Japon).
- Déficits croissants et difficulté croissante à maintenir la confiance à l'endroit du dollar américain.
- Des déficits croissants pour les États-Unis et une masse de dollars croissante aux mains des Arabes entraîneront une spéculation croissante sur le dollar américain, avec, en conséquence, de nouvelles dévaluations.
- Il faut faire davantage d'efforts pour augmenter la productivité aux États-Unis et la qualité de ses produits afin, si possible, de diminuer le volume des importations et de hausser les exportations.

3. *L'OPEP (spécialement les pays arabes)*

- Hausses graduelles des prix affichés.
- Menaces de participation accrue et mise en œuvre effective des menaces.
- Nationalisation de certaines sociétés pétrolières.
- Les pays de l'OPEP ont rattaché le prix du pétrole au dollar américain ; aussi, advenant des dévaluations américaines, les ajustements sont automatiques.

4. *L'Europe et le Japon*

- Les hausses des prix du pétrole importé se traduiront par une hausse du prix de leurs exportations.
- Conséquemment, l'Europe et le Japon se trouveront dans une certaine mesure en compétition avec les produits américains.

5. *L'URSS*

- La seule puissance dans la décennie à devenir entièrement autosuffisante en matière de ressources énergétiques.

TABLEAU V

*Le scénario européen** *La crise de l'énergie (depuis la guerre du Moyen-Orient de 1973)*

1. *Le cartel de l'énergie américain*

- Accroissement des profits dus à la hausse des prix affichés et à l'augmentation mondiale des prix.

* Ce scénario se fonde sur un rapport paru dans *l'Express* du 5 au 11 novembre 1973 : « Le scénario de la crise récente de l'énergie dans le monde entraînera une hausse à l'échelle mondiale des prix du pétrole et bénéficiera essentiellement aux Américains et aux Russes. Il deviendra alors possible d'exploiter les réserves célèbres du Colorado, de l'Alaska et de la Sibérie ; la collaboration américano-russe, déjà importante, ne cessera de croître. En conséquence, les Européens (et les Japonais) paieront le prix nouveau du pétrole arabe et les États-Unis n'auront plus à craindre la concurrence européenne et japonaise. »

– Les activités à l'étranger des sociétés pétrolières multinationales américaines augmenteront les revenus à l'étranger et contribueront ainsi dans une certaine mesure à réduire le déficit de la balance des paiements américaine (aux dépens du reste du monde non communiste, à l'exclusion, bien sûr, des pays exportateurs de pétrole).

– Les profits accrus de l'industrie énergétique permettront aux sociétés de financer de vastes projets internes qui exigent des investissements massifs de capitaux, comme l'oléoduc de l'Alaska, la conversion industrielle au charbon, les nouvelles raffineries, les centrales nucléaires, les schistes bitumineux, etc.

– L'embargo sur le pétrole fera comprendre aux Américains que la pénurie est réelle et aidera l'industrie à obtenir du Congrès des lois limitant certaines contraintes de sécurité et de l'environnement.

2. *Le gouvernement des États-Unis (l'Administration)*

– Vente d'armes aux États arabes non belligérants.

– Une réduction de la consommation d'énergie américaine réduira le taux de croissance futur de la consommation d'énergie américaine.

– Les États-Unis pourront s'attendre à des importations plus faibles de pétrole et de gaz en raison de la baisse de la demande et de la croissance de l'offre intérieure, le tout réduisant le déficit de la balance des paiements.

– Cependant, le déficit de la balance commerciale énergétique continuera de s'accroître au cours de la prochaine décennie mais sera compensé dans une certaine mesure par les autres contributions positives à la balance des paiements.

– Les États-Unis, étant plus autosuffisants que l'Europe et le Japon, connaîtront un taux d'inflation plus faible que les autres pays du monde, à la suite de la hausse des prix de l'énergie.

3. *Israël*

– Don des États-Unis de plus de \$2 milliards pour des achats militaires.

4. *Les pays arabes*

– Acceptation progressivement plus grande dans le reste du monde des hausses des prix affichés.

– Hausses des revenus du pétrole.

– Réduction des expéditions de pétrole à travers le monde avec une hausse simultanée des revenus et un épuisement moins rapide de leurs revenus et un épuisement moins rapide de leurs ressources.

5. *L'Europe et le Japon*

– Croissance des prix, non seulement du pétrole brut, mais également du pétrole raffiné.

– Les coûts croissants de l'énergie impliquent qu'il faut ajouter le prix des combustibles à la spirale de l'inflation et que le prix de leurs exportations augmentera.

– La diminution des exportations vers les États-Unis signifiera une réduction de leurs surplus commerciaux.

– Une croissance éventuelle de leurs importations en provenance des États-Unis pourrait entraîner des déficits de la balance des paiements.

6. *L'URSS*

– Vente d'armes aux pays arabes pour de l'argent comptant américain.

– Achat de blé aux États-Unis avec ces dollars (au moins les premiers versements).

– Avec la réduction des ventes de pétrole arabe aux États-Unis, la vente du gaz sibérien au début des années quatre-vingt semble plus prometteuse.

TABLEAU VI

*Une version élargie du scénario européen **
La crise de l'énergie (depuis la guerre du Moyen-Orient de 1973)

1. *Le cartel de l'énergie américain*

- Il existe un cartel de l'énergie aux États-Unis.
- Ce même cartel contrôle une grande partie des activités d'exploration et de raffinage du pétrole et du gaz dans le monde.
- Le cartel de l'énergie ne parvient pas à obtenir satisfaction aux États-Unis en ce qui concerne surtout l'allocation d'épuisement, les dégrèvements fiscaux, l'oléoduc de l'Alaska, les baux d'exploitation au large des côtes, etc. En d'autres mots, l'alarme lancée à propos de la pénurie d'énergie ne semble pas avoir porté fruit avant l'embargo.
- Accord tacite entre le cartel de l'énergie américain et les responsables de l'administration américaine (Département d'État) en ce qui concerne la hausse des prix affichés (avant la guerre du Moyen-Orient).
- Il existe une apparente collusion entre le cartel de l'OPEP et le cartel de l'énergie américain puisque tous deux font des gains considérables aux dépens du reste du monde et, dans une certaine mesure, aux frais du consommateur américain.
- Chaque augmentation de \$0.01 dans le prix du pétrole au-delà du rendement de la taxe, rapporte \$65 millions de profits au cartel de l'énergie.

2. *Le gouvernement des États-Unis (l'Administration)*

- L'Administration américaine a été incapable de faire passer la moindre législation énergétique d'envergure. Elle a fait face à des contraintes de l'environnement, au ralentissement dans la construction des raffineries, à des délais dans la construction des centrales nucléaires et à une augmentation de la consommation d'énergie à cause des dispositifs antipollution, etc.
- La crise qui a mené à la guerre a été provoquée. La crise ouvrait la voie à une législation rapide sur le pipeline de l'Alaska, les \$20 milliards de R & D, etc. ; une fois de plus, la « gestion de crise » sortait victorieuse.
- On soupçonne vivement une collusion entre les sociétés pétrolières et les responsables de l'Administration :
 - trois sociétés pétrolières accusées de contributions illégales à la campagne de Nixon ;
 - 200 administrateurs de sociétés pétrolières prêts à « aider » Nixon dans sa campagne de rationnement.
- Forte possibilité de réduction des dépenses militaires à l'étranger (réductions des engagements dans l'OTAN).
- Réduction de l'aide extérieure liée vers les pays arabes (les pays arabes riches porteront secours aux pays arabes pauvres).
- Réduction du nombre de touristes américains à l'étranger pour réduire le déficit des années précédentes dans la balance des invisibles.

3. *Israël*

- Au lieu de vendre d'immenses quantités d'obligations « sentimentales » à ses amis aux États-Unis, Israël reçoit gratuitement de l'équipement militaire, grâce au travail de ses groupes de pression au Congrès.

* Ce scénario n'est qu'une expansion du scénario européen. Nous pensons que l'Administration américaine et les sociétés pétrolières américaines ont « provoqué » la guerre du Moyen-Orient de 1973. Nous songeons ici - tout en reconnaissant que l'argument est faible - au nombre de journaux, revues et articles (tout au long de 1973, jusqu'à la guerre) qui n'ont pas cessé de claironner la possibilité d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient, et de l'embargo pétrolier subséquent. C'est à croire qu'ils ont fait aboutir leurs prédictions.

4. *Les pays arabes*

- Entente tacite ou même collusion entre le cartel de l'énergie américain et celui des pays producteurs de pétrole.
- On peut même supposer que le cartel des pays producteurs s'est abouché avec l'Administration par l'entremise du cartel de l'énergie.
- Les Arabes utilisent soigneusement l'arme de l'embargo pétrolier. Jusqu'à maintenant, ils ont joué avec un tel brio qu'on peut se demander s'ils ont joué leurs cartes ou celles des États-Unis. Il semble que pour l'instant, Américains et Arabes soient gagnants au change.

5. *L'Europe et le Japon*

- Une réduction du personnel militaire américain à l'étranger signifie une baisse des dollars gagnés par les Européens et les Japonais.
 - Une réduction du tourisme américain à l'étranger (suite à la pénurie d'énergie en Europe) signifie une réduction dans la balance invisible positive des Européens.
 - Apparemment, les plus grands perdants jusqu'à maintenant dans ce jeu, sont les Européens et les Japonais. Cependant, à moyen terme et à long terme, compte tenu de leur capacité et de leur volonté de « serrer la ceinture », ils seront peut-être plus aptes à surmonter la crise que les Américains.
 - L'ultime effort des Américains à l'égard de l'OTAN consiste à obtenir des alliés qu'ils défraient les coûts des troupes américaines afin de résorber le déficit de \$1,5 milliard.
-